



Numéro 2

25 février 2022

Crise en Ukraine

- **Ne les laissons pas plonger les peuples d'Europe dans une guerre provoquée par les États-Unis et l'OTAN ! Tout en oeuvre pour rallier les Canadiens contre le bellicisme, le mensonge et la désinformation**

– Parti communiste du Canada (marxiste-léniniste) –

Manifestation de masse à la conférence de guerre de l'OTAN à Munich, Allemagne

- **Les Allemands rejettent les fauteurs de guerre et les plans de guerre contre la Russie**

De la presse du Parti

- TML Daily, 21 mars 2014 -

- **L'Ukraine – un survol historique**
– Nathan J. Freeman –
- **En 2014, la Crimée a déclaré son indépendance et s'est proclamée État souverain**
- **Le contrôle du bassin de la mer Noire est crucial pour l'économie et la sécurité de la Russie**

À titre d'information

- **Quelques faits**
 - **La réponse de l'OTAN**
 - **Qui a dit quoi**
-

Crise en Ukraine

**Ne les laissons pas plonger
les peuples d'Europe dans une guerre provoquée
par les États-Unis et l'OTAN !
Tout en oeuvre pour rallier les Canadiens contre le
bellicisme, le mensonge et la désinformation
– Parti communiste du Canada (marxiste-léniniste) –**



Manifestation contre la guerre devant l'ambassade des États-Unis à Kiev le 9 février 2022. Des manifestations ont eu lieu ailleurs en Europe tout au long de février pour dénoncer la politique guerrière de l'OTAN, notamment lors de la Conférence de Munich sur la sécurité le 9 février.

Avec tout le bellicisme, les mensonges et la désinformation sur ce que fait ou ne fait pas la Russie en Ukraine pour défendre ses intérêts stratégiques, il est impératif d'aller au fond des choses et voir qui menace la paix en Europe. Est-ce la Russie qui a pris des mesures préventives pour défendre ses intérêts contre l'expansion incessante des forces américaines et de l'OTAN jusqu'à ses frontières à l'instigation des États-Unis ? Ou est-ce les États-Unis et leur alliance militaire agressive, qui comprend le Canada, qui ont étendu leur champ d'opération en Europe de l'Est, menaçant la Russie à ses frontières ?

Le président de la Russie Vladimir Poutine a déclaré : « Nous avons assisté à cinq vagues d'expansion de l'OTAN — son infrastructure militaire a atteint les frontières de la Russie. » C'est ce fait, et les conséquences qui en découlent, que servent à cacher le bellicisme, les mensonges et la

désinformation sur ce qui se passe en Ukraine.

Au Canada, toute discussion sur l'OTAN et l'adhésion du Canada à l'OTAN est taboue. La moindre suggestion que l'OTAN n'est pas une force de paix est considérée comme une position extrémiste ou comme de la « désinformation pro-russe ». Étant donné le danger d'une guerre totale en Europe, il est urgent que les Canadiens n'acceptent aucune limitation de leur liberté d'expression ; ils ont besoin de cette liberté d'expression pour débattre de ce qui se passe et de la position qui favorise leurs intérêts et ceux des peuples du monde.

Dans une déclaration le 23 février, le premier ministre Justin Trudeau affirme que les actions de la Russie sont « non provoquées » et « une autre violation flagrante de la souveraineté et de l'intégrité territoriale de l'Ukraine » et qu'elles « contreviennent également aux obligations de la Russie dans le cadre du droit international et de la Charte des Nations unies. »

Il a dit que « le Canada exhorte la Russie à mettre fin immédiatement à toute action hostile et provocatrice contre l'Ukraine » et « appelle également à retirer du pays la totalité de ses forces militaires et agents interposés ». Le premier ministre ajoute : « La souveraineté et l'intégrité territoriale de l'Ukraine doivent être respectées, et le peuple ukrainien doit être libre de déterminer son propre avenir. »

La prétention que les actions des États-Unis, du Canada et des autres pays participants sont pacifiques, non provocatrices et favorables à la souveraineté et à l'intégrité territoriale de l'Ukraine est une fraude historique. La soi-disant « révolution orange » fomentée par les États-Unis, le Canada et d'autres collaborateurs en Ukraine afin de provoquer un changement de régime, l'armement et l'entraînement des forces spéciales ukrainiennes, dont beaucoup proviennent de milices néonazies qui se prétendent des « combattants de la liberté », la supervision de leur intégration dans les forces armées régulières de l'Ukraine et l'incitation à des actions terroristes et à des insurrections dans la région du Donbass, dans l'est de l'Ukraine, ne sont pas les actions de forces motivées par une volonté de veiller au bien-être des peuples d'Ukraine et d'Europe.

La plus grande fraude historique et la plus grande désinformation, cependant, est de laisser les peuples d'Ukraine et d'Europe hors de l'équation lorsqu'on parle de guerre. Le premier ministre croit-il que les peuples européens qui ont terriblement souffert de l'occupation et des crimes des nazis et des fascistes pendant la Deuxième Guerre mondiale vont rester les bras croisés pendant que les troupes américaines, canadiennes, allemandes et autres, alignées sur les forces néonazies locales, foulent leurs terres en invoquant des idéaux élevés ?

Le président américain Joe Biden, qui vient à peine d'abandonner ses alliés de l'OTAN en Afghanistan et continue d'imposer des sanctions paralysantes à ce pays qui, selon plusieurs rapports, provoquent la faim, la maladie et les privations à grande échelle, verse des larmes à propos des « actes sanguinaires de la Russie ». Il pense manifestement pouvoir remplir l'Ukraine et les pays européens d'armes mortelles et de forces spéciales sans être inquiet. Le soir du 23 février, il a déclaré : « Les prières du monde entier accompagnent le peuple ukrainien ce soir alors qu'il subit une attaque non provoquée et injustifiée par les forces militaires russes. Le président Poutine a choisi une guerre préméditée qui entraînera une perte de vie catastrophique et des souffrances humaines. La Russie est seule responsable de la mort et de la destruction que cette attaque entraînera, et les États-Unis et leurs alliés et partenaires répondront de manière unie et décisive. Le monde tiendra la Russie responsable. »

L'impuissance de Biden face aux frappes de précision de la Russie visant des infrastructures militaires, la défense aérienne, des aérodromes militaires et l'aviation de l'armée ukrainienne se mesure au nombre de fois qu'il répète les mots « sang » et « sanglant » lorsqu'il décrie la réponse de la Russie à la politique du bord de l'abîme des États-Unis.

La position des États-Unis est tout à fait farfelue. En décembre, le secrétaire d'État Antony Blinken, réagissant aux inquiétudes de la Russie quant à sa sécurité et à sa demande que l'Ukraine n'adhère

pas à l'OTAN et reste neutre, a déclaré : « Aucun pays n'a le droit de dicter à un autre pays quelles politiques il doit adopter ou avec qui il peut s'associer ; aucun pays n'a le droit d'exercer une sphère d'influence. Cette notion devrait être reléguée à la poubelle de l'histoire. »

Ce genre de déclaration, qui nie de manière flagrante que ce sont les États-Unis qui dictent les politiques que tous les autres doivent suivre, dépasse même les mensonges sur les armes de destruction massive qu'ils ont proférés pour justifier leur invasion de l'Irak. Cela montre qu'ils pensent qu'ils peuvent dire ce qu'ils veulent et qu'il n'y a personne pour les en tenir responsables.

Mais l'histoire ne se plie pas aux souhaits et calculs arrogants. Elle obéit à ses propres lois. Ce sont les peuples qui font l'histoire lorsqu'ils interviennent de manière à défendre leurs propres intérêts dans une situation donnée. La demande de démantèlement de l'OTAN et du retour au pays de toutes les troupes et bases américaines, des forces spéciales de l'OTAN, des formateurs, des conseillers et des troupes répond à une nécessité historique. Les peuples ont intérêt à prendre des positions qui favorisent la résolution des conflits sur une base pacifique et cela veut dire exiger que l'OTAN cesse son expansion et cesse de menacer les frontières de la Russie. Les États-Unis et l'OTAN disent favoriser les solutions diplomatiques et la paix, alors qu'ils mettent le fusil à la tempe de pays entiers, menacent leur sécurité et s'engagent dans des actions terroristes contre eux, provoquent des guerres et des agressions pour obtenir un changement de régime. Qui peut croire qu'ils sont une force de paix ?

Le but du gouvernement du Canada, des États-Unis, de l'OTAN et de leurs médias est d'isoler la Russie. Ce n'est pas de rechercher la vérité à partir des faits et de laisser les gens tirer leurs conclusions.

Dans cette veine, la CBC et Radio-Canada « rapportent » : « La Russie a lancé une attaque de grande envergure contre l'Ukraine jeudi, frappant des villes et des bases par des frappes aériennes ou des bombardements. Le gouvernement ukrainien a déclaré que des chars et des troupes russes ont franchi la frontière et a accusé Moscou de déclencher une 'guerre totale'. »

Cela montre comment le discours incendiaire passe pour « reportage ». Une des grandes caractéristiques de ces « reportages » est l'absence de tout effort pour rapporter les faits. On passe sous silence des éléments importants afin de peindre l'image voulue. La mission des médias démocratiques, qui est de rapporter les faits pour aller au fond des choses et permettre aux lecteurs de tirer des conclusions justifiées, a depuis longtemps été abandonnée.

Ce que fait la Russie, elle le dit clairement. Les rapports sur le terrain le corroborent. La Russie dit que son action militaire vise à démilitariser et à dénazifier l'Ukraine. Dans un discours à la nation le 24 février, le président russe a déclaré : « Les républiques populaires du Donbass ont demandé l'aide de la Russie. [...] J'ai pris la décision d'une opération armée spéciale. Son objectif – défendre les gens qui depuis huit ans sont soumis à des brimades et à un génocide de la part du régime de Kiev. Dans ce but nous allons nous efforcer de parvenir à la démilitarisation et à la dénazification de l'Ukraine, ainsi que de traduire devant la justice ceux qui ont commis de nombreux crimes sanglants contre des civils, y compris contre des citoyens de la Fédération de Russie. » Le ministère de la Défense a déclaré : « Les forces armées russes ne portent pas de frappes d'artillerie ou aériennes sur les villes ukrainiennes, ce sont les infrastructures militaires qui sont ciblées, avec des armes de haute précision. »

Le Parti communiste du Canada (marxiste-léniniste) appelle les Canadiens à s'opposer au bellicisme, aux mensonges et à la désinformation et à tirer les conclusions qui s'imposent. Ne les laissons pas plonger les peuples d'Europe et d'Eurasie dans une guerre provoquée par les États-Unis et l'OTAN. Exigeons le retrait de l'OTAN de l'Europe de l'Est et son démantèlement ! Opposons-nous au bellicisme du gouvernement canadien et des partis du cartel au Parlement.

Faisons du Canada une zone de paix !



**Manifestation de masse à la conférence de guerre
de l'OTAN à Munich, Allemagne**

**Les Allemands rejettent les fauteurs de guerre et
les plans de guerre contre la Russie**



Le 19 février, les organisations allemandes contre la guerre et pour la paix ont tenu une manifestation de masse à Munich pour s'opposer à la Conférence annuelle de Munich sur la

sécurité. Les militants contre la guerre la décrivent comme une conférence belliciste et un événement de relations publiques pour l'alliance agressive de l'OTAN, et un moyen de justifier les milliards dépensés en armements par l'Allemagne et l'Union européenne (UE) et leurs missions de guerre, qu'ils vendent à la population comme des « missions de paix ».

Quelque 3 000 personnes ont participé à un rassemblement et à une manifestation autour de l'hôtel Bayerischer Hof où se tenait la conférence de guerre. Dans la soirée, les militants ont organisé la conférence internationale de Munich sur la paix dans l'ancien hôtel de ville.







Dans l'appel à manifester, les militants contre la guerre rejettent l'augmentation des dépenses militaires de l'Allemagne, la présence d'armes nucléaires américaines sur le territoire allemand et l'augmentation générale de l'armement dans les pays de l'UE. Ils déclarent : « La militarisation croissante de l'Allemagne et de l'UE ne sert pas la paix, pas plus que la voie extrêmement dangereuse de la confrontation, de la rhétorique et des manoeuvres de guerre contre la Russie et la République populaire de Chine, qui peuvent s'intensifier militairement à tout moment et conduire à une guerre entre les puissances nucléaires.



« Cette politique de confrontation doit cesser. La paix en Europe et dans le monde ne peut exister qu'avec et non contre la Russie et la Chine. Au lieu d'imposer par la violence les intérêts et la suprématie des grandes puissances, le désarmement et la coopération internationale sont à l'ordre du jour. »

Les organisations allemandes contre la guerre et pour la paix ont émis ces demandes spécifiques :

« Réduisez au lieu d'augmenter! Au lieu de gaspiller des milliards en réarmement et préparatifs de guerre, l'argent de nos impôts doit être investi dans les services sociaux, les systèmes de santé et d'éducation et dans la protection de l'environnement.

« Nous exigeons la fin de tous les déploiements à l'étranger de la Bundeswehr [forces armées allemandes], le retrait de l'Allemagne de l'alliance de guerre de l'OTAN et de toutes les structures militaires de l'UE. Aucune participation aux projets de réarmement de l'UE. Pas d'acquisition de drones armés.

« Le soutien allemand aux guerres d'agression qui violent le droit international et à la guerre illégale par drones menée à partir de la base aérienne américaine de Ramstein doit cesser. Toutes les bases de troupes américaines et de l'OTAN en Allemagne et tous les centres de commandement des États-Unis et de l'OTAN doivent être fermés.

« Plus d'implication dans la stratégie de guerre nucléaire des États-Unis. Pas d'achat d'avions de chasse américains pour l'utilisation d'armes nucléaires stationnées en Allemagne. Le gouvernement fédéral doit adhérer au traité d'interdiction des armes nucléaires de l'ONU et mettre fin au déploiement d'armes nucléaires américaines à Büchel. »

L'Allemagne est le quatrième plus grand exportateur d'armes au monde, soulignent les organisations contre la guerre et pour la paix, contribuant ainsi aux conflits et aux guerres dans le monde.

Elles soulignent également la responsabilité de l'Allemagne et de l'UE dans la crise mondiale des réfugiés en contribuant aux guerres, aux changements climatiques, à la pauvreté et à d'autres problèmes qui poussent des millions de personnes à fuir leur pays, puis en refusant l'asile à tous ceux qui cherchent refuge, sauf quelques-uns. Elles écrivent :

« Les relations économiques et commerciales injustes, les sanctions et la guerre détruisent les moyens de subsistance des pays de l'hémisphère sud. Mais l'Allemagne et l'UE ferment leurs frontières, refoulent les réfugiés illégalement en violation des droits humains, et laissent des milliers de personnes se noyer en Méditerranée chaque année. Nous ne pouvons pas accepter cela.

« Fini les politiques économiques d'exploitation qui provoquent les guerres, la pauvreté et les déplacements. Notre solidarité est avec les réfugiés, en particulier ceux qui fuient les guerres menées avec des armes allemandes. La fuite ne constitue pas un crime. Personne n'est illégal. »

L'appel à l'action se termine en soulignant les besoins des jeunes pour un avenir brillant, tout en dénonçant leur recrutement comme chair à canon pour des guerres d'agression. Elles écrivent :

« Le mouvement pacifiste et les organisations de jeunesse progressistes manifestent depuis des années contre le manque de perspectives et la guerre. Alors qu'il y a de moins en moins de sécurité d'emploi, que les conditions de travail se dégradent et que les salaires réels baissent, la Bundeswehr se présente comme un employeur attrayant et recrute dans les écoles, les foires commerciales et sur les médias sociaux. Elle tente d'attirer les jeunes en manipulant leur intérêt pour la technologie et en leur offrant des études et de la formation. Il faut que ça cesse ! La jeunesse ne doit pas être sacrifiée dans la guerre !

« C'est pourquoi nous réclamons : L'éducation, pas des bombes ! Pas de publicité pour la mort ! Plus de centres de formation des civils et de meilleures conditions de travail et de formation ! »

Manifestations contre l'OTAN à d'autres endroits



Manifestation contre l'OTAN et le bellicisme en Ukraine, New York, 19 février 2022



Manifestation anti-guerre devant le centre de commandement de l'OTAN à Naples, Italie, 19 février 2022



Manifestation, le 21 novembre 2022, devant le ministère grec des Affaires étrangères exigeant que la Grèce sorte de l'OTAN et ne participe pas à une guerre en Ukraine



Action du 17 février 2022 devant l'ambassade des États-Unis à Kiev, avec la participation de militants solidaires de Cuba

(Les citations en allemand sont traduites par LML. Photos : ATIK Haber, Die Linke Bayern, AntiSiko, T. Mohr)

L'Ukraine – un survol historique

– Nathan J. Freeman –



Cet article de Nathan J. Freeman a d'abord été publié dans *TML Daily* le 21 mars 2014, sous le titre *Quel est le problème et qui sont les fauteurs de troubles ?*

Le génie de l'histoire a fait de l'Ukraine le plus récent pays où s'affrontent la Russie post-soviétique et l'impérialisme dirigé par les États-Unis. Le camp dirigé par les États-Unis, qui comprend l'ancien colonialisme européen, est en plein délire. Le gouvernement russe a répondu de manière mesurée, en protégeant ses forces navales en Crimée et en allant jusqu'à retirer la Crimée des griffes du coup d'État fasciste qui a pris le pouvoir à Kiev et chassé le président élu, Alexander Ianoukovitch.

Au-delà des contradictions inter-monopolistes (principalement axées sur l'accès aux ressources énergétiques et leur contrôle [1] qui se manifestent en ce moment dans cette région, la question urgente la plus ancienne et la plus brûlante pour les peuples de cette région qui a refait surface qui se pose à nouveau est : comment établir (et, jusqu'à un certain point, rétablir) l'égalité et les droits souverains des nations et des peuples indépendamment de leur composition ethnique, et les garantir de façon significative dans le contexte actuel ? C'est uniquement en 1921, en tant qu'une des républiques fondatrices de l'Union des Républiques soviétiques socialistes, que l'Ukraine est enfin devenue un État-nation englobant toutes les ethnies de langue ukrainienne.

Indépendamment des décennies de propagande impérialiste avant et pendant la guerre froide où l'Ukraine était considérée comme une marionnette de Moscou et son peuple privé de droits, etc., c'est l'URSS elle-même, avec ses dispositions constitutionnelles confirmant le droit à la sécession de l'Union, qui a garanti pour la toute première fois l'indépendance de l'Ukraine. En effet, l'Ukraine a été l'une des rares républiques soviétiques fondatrices à avoir son propre siège aux Nations unies.

Sur le plan économique, durant la période soviétique, la classe ouvrière ukrainienne a transformé son pays d'une colonie agricole à une économie agro-industrielle, approvisionnant l'industrie du charbon qui a propulsé le développement industriel dans toute l'Union soviétique, à une économie

industrielle-agricole participant en tant qu'exportatrice de machineries lourdes spécialisées et de produits pharmaceutiques de pointe vers les marchés mondiaux. Aujourd'hui [2014], sous la direction d'Arseni Iatséniouk, un banquier privé jusque-là inconnu, l'Ukraine est en faillite et selon un récent rapport – qui n'a pas encore été contredit – le trésor national aurait été mis dans un avion à destination de New York le lendemain du récent coup d'État du secteur droit-Svoboda à Kiev et serait présentement sous la garde officielle de la Federal Reserve Bank de New York à Manhattan.

Sur le plan ethnographique, il est largement admis jusqu'à aujourd'hui que l'ethnie russe et certaines ethnies ukrainiennes ont une origine commune. Pour la période précédant l'émergence dans la région ukrainienne des Cosaques et de leur système de gouvernance, l'hetmanat, à l'apogée du Moyen-Âge européen, un recensement complet et vérifiable de tous les peuples originaires d'Ukraine reste contesté.

Malgré ce fait académique, il est néanmoins largement admis que, au début du Moyen-Âge, le peuple qui en toute probabilité formait l'ethnie russe trouve ses origines dans ce qui est connu sous le nom de Rus de Kiev. Il s'agissait d'un ensemble de colonies dans la région de l'actuelle Kiev. Autrement dit, l'émergence de ce qui allait devenir une ethnie russe distincte a ses origines dans l'Ukraine il y a environ un millénaire.

En ce qui concerne l'organisation sociale et politique, cependant, il n'existait pas, avant le milieu du XIXe siècle, de conception abstraite d'une nation ukrainienne ni d'un territoire ukrainien peuplé majoritairement d'une seule ethnie ukrainienne[2]. Le principe d'une nation ukrainienne a été élaboré au milieu du XIXe siècle par un mouvement d'intellectuels mené par Taras Chevtchenko. Celui-ci a été la voix fondatrice de la littérature et de la culture nationales ukrainiennes modernes. D'une part, la défense de la nation ukrainienne avait énergisé les peuples, particulièrement ceux de l'Ukraine occidentale, dans leur résistance massive contre les efforts annexionnistes de la monarchie polonaise et de l'empire austro-hongrois. [3] D'autre part, l'évolution de la lutte pour une pleine autonomie nationale ukrainienne s'est heurtée à de sérieuses difficultés en raison des conditions sociales et économiques qui prévalaient et se détérioraient rapidement dans l'est de l'Ukraine (dont certaines régions étaient déjà, en fait, russes). Là, la question nationale a fait face à une difficulté profondément socio-économique, en raison de la pression exercée par les propriétaires fonciers de la Russie durant cette période – dans l'est de l'Ukraine et dans toute la Russie – pour asservir les paysans et ultimement les priver de tout droit légal de labourer leurs propres terres ou pour le compte de leur propre famille[4]. Dans les années qui ont immédiatement suivi la défaite de la guerre de Crimée, les tentatives chancelantes et indécises du tsarisme de « réforme imposée » n'étaient pas inattendues.

Après l'élimination du servage en 1861, cependant, le refus du tsar Alexandre de permettre aux paysans de posséder et de labourer les terres par eux-mêmes, indépendamment des caprices de la noblesse et des autres propriétaires fonciers, a considérablement propulsé le mouvement national ukrainien, sans oublier toutes les autres forces centrifuges qui s'en prenaient à l'absolutisme de l'autocratie tsariste.

En même temps, la consolidation des divers mouvements pour l'autonomie nationale en opposition à l'autocratie tsariste de la Russie impériale s'est faite pendant la Première Guerre mondiale. Les paysans russes ont été enrôlé et c'est par centaines de milliers qu'ils sont allés mourir sous les tirs de l'artillerie lourde allemande. À la fin de 1916, les armées de la Grande-Bretagne (en plus des soldats du Canada et des autres colonies) et de la France avaient été saignées au point de presque totalement s'effondrer. Au même moment, l'armée tsariste, forte de deux millions d'hommes, qui devait être la carte gagnante dans le jeu des puissances de l'Entente contre l'Allemagne, s'est plus ou moins effondrée et n'a plus joué de rôle stratégique important dans le cours de la guerre.[5]

Le point de vue soviétique officiel et qui a été répété pendant des décennies est que seule l'URSS pouvait garantir l'avenir de l'État-nation ukrainien et son autodétermination. La justesse de ce point de vue a été une de fois plus confirmée, cette fois par son contraire, lorsque la première révolution

« orange » a été imposée en 2004 par une coalition de néofascistes et de néolibéraux encouragés et soutenus par l'administration George W. Bush qui a pris le pouvoir à Kiev à la suite de manifestations de masse à la place Maïdan au coeur de la ville. Dix ans plus tard, sous l'administration Obama, le plus récent coup s'est passé sensiblement de la même manière. Une fois de plus, il relève du peuple ukrainien de régler la question de quel est le problème et qui sont les fauteurs de troubles sur la question de sa souveraineté nationale. C'est uniquement par son mouvement et par sa lutte qu'il peut arracher le pouvoir des impérialistes américains et de l'Union européenne qui brandissent la menace d'une guerre, d'une part, et rétablir les relations fraternelles d'égalité et d'avantage réciproque avec leurs voisins, le peuple russe, de l'autre.

Notes

1. La carte ici-bas illustre le réseau de pipelines de gaz naturel russes de l'Europe du Sud, qui comprend l'Allemagne du Sud-Est, et qui passe par le territoire ukrainien. (D'autres pipelines russes passent directement par l'Allemagne du Nord et la Scandinavie.) Le gaz russe couvre actuellement 30 % des besoins de l'Allemagne en matière de chauffage et d'industrie.

Key gas pipelines in Ukraine



Source: East European Gas Analysis, National Gas Union of Ukraine

2. Depuis la Révolution française, un des plus grands torts faits par la pensée eurocentriste vient du postulat « une nation-un pays » – qu'un très petit nombre de pays d'Europe occidentale ont eu l'occasion de connaître de tout temps – et qui soutient que ce postulat représente l'unique idéal vers lequel le reste de l'humanité doit tendre.

3. Ces puissances ont tenté d'étendre leur contrôle sur cette région, qu'elles ont nommée la « Galicie orientale ». Cette dénomination est le produit de machinations qu'elles ont ourdies avec le tsar de Russie et qui ont porté fruit vers les années 1770, alors que le territoire de la Pologne a été partitionné entre la Russie, Vienne et Varsovie. Cette période, et le contexte de son développement au cours des quelques années qui ont précédé, est examinée de manière approfondie dans *A History of Ukraine* (Une histoire de l'Ukraine) de Michael Hrushevsky (La presse de l'Université de Yale 1941), chapitres 21 à 23.

4. La défaite écrasante qu'a connue la Russie dans la guerre de Crimée a renforcé la conviction d'une faction de la cour du tsar cherchant à réformer la gestion (plus particulièrement la perception des impôts) des terres labourées par les paysans asservis. La faction à la tête du mouvement national en Ukraine occidentale pensait que ces « modernisateurs » pourraient être leurs alliés silencieux en Ukraine orientale, se positionnant entre le mouvement

national ukrainien et le tsar. Voir Orest Subtelny, *Ukraine : A History (L'Ukraine : une histoire)* (La presse de l'Université de Toronto, 1989), quatrième partie, « L'Ukraine sous le règne impérial ».

5. Avec l'éclatement de la révolution à Petrograd en mars 1917, des centaines de milliers de soldats russes ont fui les lignes de front de la guerre pour retourner chez eux. Après la victoire des bolcheviques en octobre et novembre, la Russie est sortie complètement de la guerre. Les puissances de l'Entente ont rapidement rassemblé une armée contre-révolutionnaire pour attaquer et détruire la victoire bolchevique. La paysannerie de diverses régions ukrainiennes contrôlées par la Pologne et l'empire austro-hongrois avait d'abord été recrutée dans les armées de Kolchak et de Dénikine, tandis que les officiers tsaristes russes menaient la guerre contre-révolutionnaire. Voir Vasyly Kuchabsky, *L'Ukraine occidentale en conflit avec la Pologne et le Bolchevisme 1918-1923* (Edmonton, en Alberta : la presse de l'Institut canadien des études ukrainiennes, 2009 – première traduction anglaise de l'édition allemande de 1934).

Le système sous le gouvernement ukrainien hetman antisocialiste créé après le coup d'État du général Pavlo Skoropadsky à Kiev le 29 avril 1918, au cours duquel le congrès de l'organisation conservatrice, union exclusivement ukrainienne des propriétaires fonciers, a proclamé Skoropadsky hetman de l'Ukraine. Ce coup fut appuyé par les généraux des armées allemandes et autrichiennes qui ont occupé l'Ukraine suite au traité de paix de Brest-Litovsk et par d'anciens officiers tsaristes.

En 2014, la Crimée a déclaré son indépendance et s'est proclamée État souverain



Les habitants de la Crimée célèbrent leur acceptation au sein de la Fédération de Russie à Simferopol, en République de Crimée, le 18 mars 2014.

Lors d'un référendum le 16 mars 2014, les citoyens de Crimée ont voté pour se séparer de l'Ukraine et rejoindre la Fédération de Russie. Selon les données officielles, les Russes constituaient 58,32 % de la population de Crimée, 24,32 % étaient des Ukrainiens et 12,10 % des Tatars de Crimée. *TML Daily* écrivait à l'époque :

Malgré l'hystérie des médias occidentaux, qui craignaient que la population non russe de Crimée -

les Tatars de Crimée et les ressortissants ukrainiens, qui constituent 41,7 % de la population de Crimée - ne vote pas ou soit brimée sous l'occupation militaire, l'élection se serait déroulée dans le respect des attentes d'une élection libre. Selon les rapports, 83,1 % des électeurs admissibles de Crimée ont voté. Le résultat final du référendum a été de 96,77 % en faveur de l'adhésion à la Fédération de Russie et de 2,51 % contre.

Le 17 mars, le département d'État américain et l'Union européenne ont imposé des sanctions aux autorités gouvernementales et aux députés sous prétexte que le référendum violait la Constitution ukrainienne. Sept Russes ont été inscrits sur la liste dite noire du département d'État américain, dont la présidente du Conseil de la Fédération de Russie (Sénat) Valentina Matvienko, le sénateur Andreï Klishas et les députés Elena Mizoulina et Leonid Sloutski. Le vice-premier ministre Dmitri Rogozine et le conseiller du Kremlin Sergeï Glasev figuraient également sur la liste. Des mesures similaires de restriction des visas et de gel des comptes bancaires ont été adoptées par l'Union européenne à l'encontre de 13 citoyens russes et huit fonctionnaires et parlementaires de Crimée.

Le G7 ainsi que le Conseil européen et la Commission européenne ont également publié une déclaration commune le 2 mars attaquant la position de la Russie sur l'Ukraine et déclarant la suspension des préparatifs d'un sommet du G8 prévu en juin dans la station balnéaire russe de Sotchi.

Malgré cela, le Parlement russe a signé un traité acceptant la Crimée comme faisant partie de la Fédération de Russie. Les députés de la Douma (chambre basse) ont dénoncé les représailles en se disant convaincus que les mesures avaient rapport non pas avec la Crimée, mais avec les positions de la Russie, qui sont indépendantes de celles des États-Unis et de l'Union européenne.

(Photo : Xinhua)

Le contrôle du bassin de la mer Noire est crucial pour l'économie et la sécurité de la Russie



Le 18 mars 2014, la Russie et la Crimée ont signé un traité qui donne à la Fédération de Russie le

contrôle de la mer Noire ainsi que de la mer d'Azov, dont le littoral ouest est bordé par l'est de l'Ukraine et la région de Donetsk. L'accord a été annoncé par le président russe Poutine, qui a déclaré que deux « régions constitutives » de la Crimée allaient rejoindre la Fédération de Russie : la « République de Crimée » et la « Ville de Sébastopol », toutes deux dotées du statut de régions autonomes.

Le statut de Sébastopol en tant qu'entité autonome distincte de la Crimée est lié à l'emplacement de la base navale russe qu'on y trouve. Après l'éclatement de l'Union soviétique, la Russie a conservé sa base navale en vertu d'un accord bilatéral avec l'Ukraine, selon lequel la base se trouvait en Ukraine dans le cadre d'un contrat de location. Avec la signature du traité du 18 mars, cet accord est devenu nul et non avenue. Sébastopol, y compris la base navale russe, est devenue une région autonome au sein de la Fédération de Russie et le littoral et les eaux territoriales de la Crimée appartiennent désormais à la Fédération de Russie.

En conséquence, la Russie contrôle désormais officiellement une partie beaucoup plus importante de la mer Noire. La partie orientale de la Crimée - y compris le détroit de Kertch - est désormais sous la juridiction et le contrôle de la Russie. La région russe de Krasnodar se trouve à l'est du détroit de Kertch et les villes portuaires de Novorossiysk et de Sotchi s'étendent vers le sud.

Novorossiysk est également stratégique. C'est le plus grand port commercial de Russie sur la mer Noire, au carrefour des principaux oléoducs et gazoducs entre la mer Noire et la mer Caspienne.

Historiquement, le détroit de Kertch, qui constitue une passerelle entre la mer Noire et les principales voies navigables de Russie, notamment le Don et la Volga, a joué un rôle stratégique.

Pendant la Deuxième Guerre mondiale, la péninsule de Kertch était un important point de transit par voie terrestre et maritime. Elle a été occupée par l'Allemagne nazie et reprise par l'Armée rouge. Pendant les mois les plus froids de l'hiver, elle est devenue un pont de glace reliant la Crimée à la région de Krasnodar.

Le détroit de Kertch mesure environ 5 kilomètres de long et 4,5 km de large au point le plus étroit, entre la pointe de la Crimée orientale et la péninsule de Taman. Kertch est un important port commercial relié à des voies ferrées, des traversiers et des voies fluviales.



Détroit de Kertch : photo prise du côté de la Crimée (à gauche) ; la vue aérienne du détroit montre sa faible largeur (à droite).

La mer d'Azov

Le détroit de Kertch relie également la mer Noire à la mer d'Azov. La mer d'Azov est reliée au fleuve Don et à la Volga, par le canal Volga-Don. Le canal Kertch-Yénikale permet aux grands navires (océaniques) de transiter de la mer Noire à la mer d'Azov.

Le détroit de Kertch relie également la mer Noire à la Volga, qui se connecte à son tour à la rivière Moskova par le canal de Moscou.

En décembre 2013, Moscou a signé un accord bilatéral avec le gouvernement Ianoukovitch de Kiev concernant la construction d'un pont sur le détroit de Kertch, reliant la Crimée orientale (qui faisait partie de l'Ukraine) à la région russe de Krasnodar [*baptisée « pont de Crimée », la liaison est devenue opérationnelle pour le transport routier en 2018, a été ouverte aux trains de voyageurs fin 2019 et a commencé à transporter des trains de marchandises en 2020 - note de la rédaction*].

À titre d'information

Quelques faits

Le 25 février, un porte-parole du ministère russe de la Défense a indiqué que ses forces armées avaient mis hors service 118 installations militaires en Ukraine dans le cadre de l'opération qui a débuté la veille. Il s'agissait de 11 aérodromes, 13 postes de commandement et centres de communication, 14 systèmes de missiles antiaériens S-300 et Osa et 36 systèmes radar. En outre, cinq avions de combat, un hélicoptère, cinq drones, 18 chars d'assaut et autres véhicules blindés de combat, sept lance-roquettes multiples, 41 unités de véhicules militaires spéciaux et cinq navires de guerre ont été détruits ou mis hors service.

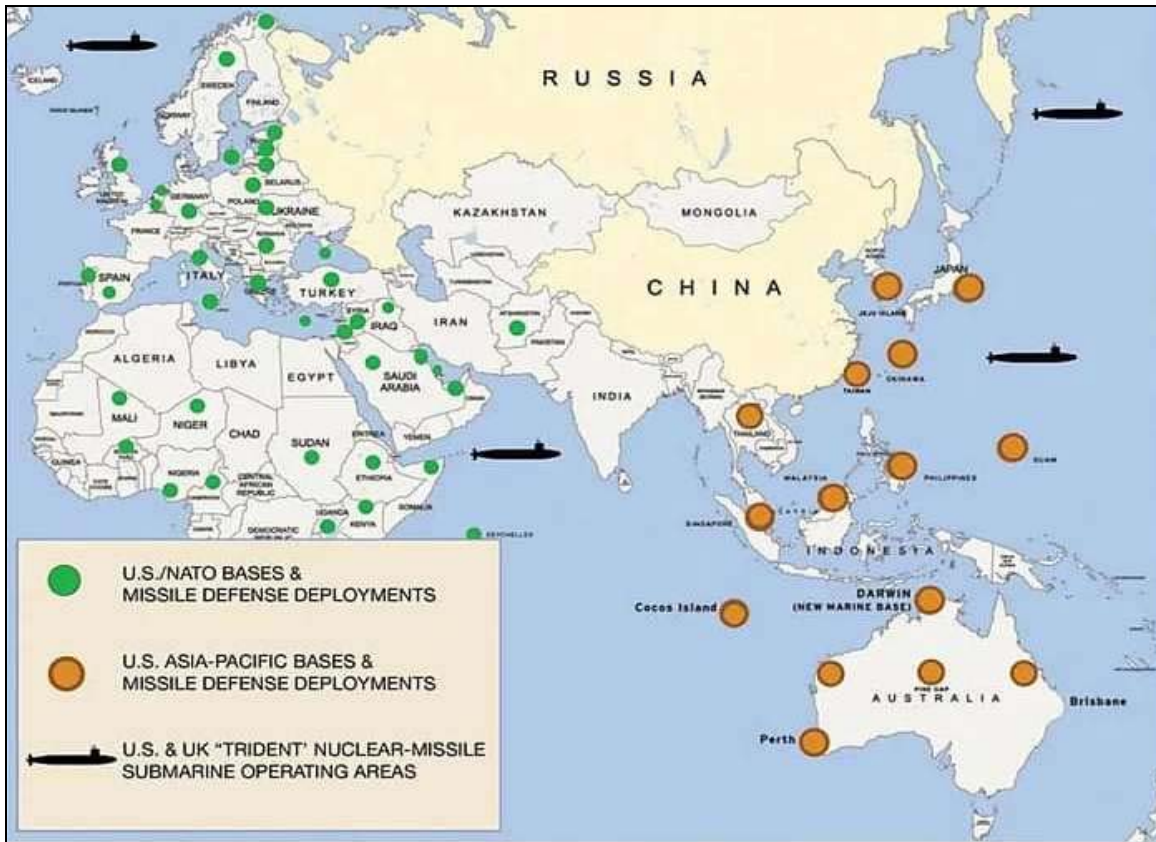
Le ministère a également informé que 150 militaires de différentes unités ukrainiennes ont déposé les armes et se sont rendus au cours des combats dans le Donbass. Il a également été signalé qu'aux premières heures de vendredi, les forces ukrainiennes ont abattu un avion au-dessus de Kiev qui s'est ensuite écrasé sur un immeuble résidentiel, déclenchant un incendie.

Le 25 février, l'agence des Nations unies pour les réfugiés a déclaré que plus de 50 000 Ukrainiens avaient fui leur pays en moins de 48 heures depuis le début de l'opération militaire russe. L'agence calcule qu'il y a 100 000 personnes déplacées à l'intérieur de l'Ukraine.

La réponse de l'OTAN

Le secrétaire général de l'OTAN, Jens Stoltenberg, s'est surpassé dans son bellicisme en conférence de presse le 24 février. Il a accusé la Russie de « briser la paix sur le continent européen », qualifiant ses actions « d'invasion délibérée, de sang-froid et prévue depuis longtemps ». « La Russie tente d'utiliser la force pour réécrire l'histoire », a-t-il déclaré, afin de dissimuler le fait que ce sont les États-Unis et l'OTAN qui ont utilisé la force pour imposer leur volonté et tenter de s'emparer de l'Europe et de dominer l'Asie, à commencer par le démembrement et le bombardement de la Yougoslavie, l'invasion de l'Irak sous le faux prétexte d'armes de destruction massive, la mort et la destruction en Afghanistan, la destruction de la Libye, les tentatives de vaincre la Syrie et ainsi de suite.

Après le début de l'opération militaire russe en Ukraine, l'OTAN a commencé à déployer des éléments de sa force de réaction rapide pour renforcer encore son dispositif de défense, sur les territoires des pays membres de l'Alliance (et non en Ukraine). « Nous déployons pour la première fois la Force de réaction de défense collective pour éviter les débordements sur le territoire de l'Alliance », a déclaré le secrétaire général de l'OTAN à l'issue d'un sommet des dirigeants de l'Alliance organisé par vidéoconférence. Il a également affirmé que « les forces ukrainiennes se battent avec courage et sont capables d'infliger des dommages aux forces russes qui les envahissent ». Pour consulter l'intégralité de sa déclaration, [*cliquez ici*](#).



D'autres rapports indiquent que « certains pays membres de l'OTAN ont également envoyé des troupes, des avions et des navires de guerre dans la région de la mer Noire, près des pays alliés que sont la Bulgarie, la Roumanie et la Turquie. Le Pentagone a également placé jusqu'à 8 500 soldats américains en état d'alerte renforcée, afin qu'ils soient prêts à se déployer si nécessaire pour rassurer les autres alliés. »

Le fait est que les rangs de l'OTAN ne sont pas du tout d'un seul bloc, car les intérêts de pays comme la France et l'Allemagne ne s'accordent pas avec ceux des impérialistes américains, quelles que soient les tactiques musclées utilisées contre elles pour qu'elles se conforment aux mouvements de troupes et aux sanctions contre la Russie.

L'Estonie, la Lettonie, la Lituanie et la Pologne ont demandé une réunion de l'OTAN en vertu de l'article 4 du traité fondateur de l'alliance militaire agressive dirigée par les États-Unis. L'article 4 stipule qu'une telle réunion est déclenchée lorsque « l'intégrité territoriale, l'indépendance politique ou la sécurité de l'une des parties [de l'OTAN] est menacée ».

Pendant ce temps, l'Estonie, la Lettonie et la Lituanie ont publié une déclaration commune qui dit : « Nous devrions fournir d'urgence au peuple ukrainien des armes, des munitions et tout autre type de soutien militaire pour se défendre ainsi qu'une assistance et un soutien économique, financier et politique, une aide humanitaire. » Étant donné que la Russie a déjà répondu de manière décisive aux réserves d'armes, de munitions et d'autres formes de soutien militaire fournies par les États-Unis, le Canada et d'autres pays, cette déclaration ne servira pas à grand-chose.

Les soldats allemands constituent environ la moitié d'un groupe de combat de l'OTAN de 1 100 hommes en Lituanie, qui comprend des troupes de la Belgique, de la République tchèque, du Luxembourg, des Pays-Bas et de la Norvège.

La ministre allemande de la Défense, Christine Lambrecht, a déclaré lors d'une conférence de presse conjointe avec son homologue lituanien sur la base militaire de Rukla que des troupes allemandes supplémentaires pourraient être envoyées.

« Il est évident que nous devons appliquer des mesures de dissuasion plus strictes, a déclaré Christine Lambrecht. Je tiens à souligner que nous sommes prêts à envoyer plus de troupes, terrestres et aériennes. [...] Nous sommes prêts à envoyer plus de troupes également en Lituanie. » Ces renforts proposés viennent s'ajouter à un contingent de quelque 360 soldats allemands supplémentaires déjà en route vers la Lituanie, a-t-elle précisé.

La Norvège a également annoncé qu'elle allait ajouter 50 à 60 soldats au groupement tactique de l'OTAN en Lituanie.

Par ailleurs, le premier ministre britannique Boris Johnson a déclaré que 800 soldats britanniques allaient être ajoutés au groupement tactique de l'OTAN en Estonie, et que d'autres pourraient être envoyés « pour aider à protéger les alliés si l'OTAN en fait la demande ». Les troupes du Royaume-Uni et des États baltes participeront à des exercices « préventifs et proportionnés » « en mer, sur terre et dans les airs », a précisé le Royaume-Uni.

Le ministre britannique de la défense, Ben Wallace, a ensuite annoncé qu'un groupe distinct, la Force expéditionnaire interarmées (JEF), qui comprend le Royaume-Uni, le Danemark, l'Estonie, la Finlande, l'Islande, la Lettonie, la Lituanie, les Pays-Bas, la Norvège et la Suède, participerait bientôt à des exercices militaires « en Europe du Nord ».

Les renforts attendus augmenteront considérablement le nombre de troupes de l'OTAN en Lettonie, en Lituanie et en Estonie, pour le porter à environ 6 000, a écrit le quotidien allemand Deutsche Welle le 22 février.

Au cours de la deuxième semaine de février, environ 4 600 parachutistes américains de la 82e division aéroportée ont débarqué en Pologne, suivis de huit avions de combat F-15 américains qui ont atterri sur la base aérienne de Lask « pour aider à patrouiller dans le ciel des États baltes ». Auparavant, les forces aériennes des États-Unis avaient également déployé des avions de combat F-16 en Pologne.

Les chasseurs servent à « renforcer le flanc oriental de l'OTAN dans le cadre de sa mission de police aérienne », indiquent les rapports, qui indiquent que l'Estonie, la Lituanie et la Lettonie manquent d'avions de guerre capables de patrouiller leur espace aérien. La mission américaine en est actuellement à son 58e déploiement, la Pologne fournissant son contingent Orlik pour la dixième fois.

Le 24 février, Joe Biden a annoncé que les États-Unis envoyaient 7 000 soldats supplémentaires en Allemagne. D'autres nouveaux déploiements ont également été annoncés récemment, notamment : six avions de chasse F-35 supplémentaires qui rejoindront les 24 F-15 et F-16 en Pologne et en Roumanie participant aux « missions de police aérienne renforcées » de l'OTAN au-dessus de la région de la Baltique et de la mer Noire ; deux bombardiers B-52 déployés au-dessus de l'Arctique et de la mer Baltique ; des parachutistes de la 173e brigade aéroportée déployés en Lettonie avec des centaines de soldats d'infanterie supplémentaires pour travailler avec l'armée de ce pays « au nom des intérêts de sécurité des États-Unis ».

Le Canada a annoncé cette semaine qu'il déployait 460 soldats supplémentaires en Lettonie et dans la région environnante. Il compte déjà 540 soldats et commande un bataillon multinational de l'OTAN en Lettonie. Le Canada a également mis 3 400 soldats en attente de déploiement en Europe "en cas de besoin". Entre-temps, la ministre de la Défense, Anita Anand, a déclaré, en réponse à une question d'un journaliste le 24 février, qu'en plus des armes létales que le Canada a fournies à l'Ukraine plus tôt ce mois-ci, d'autres livraisons, y compris les systèmes antiaériens que l'Ukraine recherche, sont à l'étude.

Pour la déclaration du 25 février 2022 des chefs d'État et de gouvernement de l'OTAN « sur l'attaque de la Russie contre l'Ukraine », [cliquez ici](#).



NATO Military Presence

- 1 Multinational Corps Northeast (MNC-NE), Szczecin Allied Command Counterintelligence (ACCI)
- 2 Multinational Division Northeast, Elbląg
- 3 Joint Force Training Center, Bydgoszcz NATO Force Integration Unit Allied Command Counterintelligence
- 4 Enhanced Forward Presence (eFP) Battlegroup, Orzysz
- 5 NATO Counter Intelligence Center of Excellence (CI COE), Kraków

U.S. Military Presence in Poland

- 6 European Phased Adaptive Approach (EPAA), Redzikowo
- 7 ABCT Headquarters, Żagań
- 8 ABCT Element, Skwierzyna
- 9 ABCT Element, Świętoszów
- 10 ABCT Element, Bolesławiec
- 11 Rotational Logistics and Aviation, Powidz
- 12 1st Infantry Division (Forward), Poznań
- 13 52nd Operations Group Detachment 1, Łask
- 14 52nd Operations Group Detachment 2, Mirosławiec

US and NATO Presence in Poland

4 Multinational Battlegroups

- | | |
|---|---|
| ESTONIA:
United Kingdom
Denmark
France
Iceland | LATVIA:
Canada
Albania
Czech Republic
Italy
Montenegro
Poland
Slovakia
Slovenia
Spain |
| LITHUANIA:
Germany
Belgium
Czech Republic
Iceland
The Netherlands
Norway | POLAND:
United States
Croatia
Romania
United Kingdom |

Framework Nation
Contributing Nation
Valid as of 14 June 2019



NATO Enhanced Forward Presence



Atlantic Resolve
Since April 2014, U.S. Army Europe and Africa has led the Department of Defense's Atlantic Resolve land efforts. Atlantic Resolve provides rotational deployments of combat-credible forces to Europe to show our commitment to NATO while building readiness, increasing interoperability and enhancing the bonds between ally and partner militaries.

7000 Soldiers
4 Rotations

www.europeafrica.army.mil/AtlanticResolve #AtlanticResolve

1 Division Headquarters (Forward)
Currently: 1st Infantry Division (as of July 2021)

- Division-level tactical headquarters
- Located in Poznan, Poland
- Responsible for mission command of Regionally Allocated Forces
- Oversees U.S. Army Europe and Africa's operations on NATO's eastern flank

2 Aviation Rotation
Currently: 1st Combat Aviation Brigade, 1st Infantry Division (as of March 2021)

- +1800 Wheeled Vehicles + Equipment
- 25 AH-64 Apaches
- 10 CH-47 Chinooks
- 50 UH-60/HH-60 Black Hawks

3 Armored Rotation
Currently: 1st Armored Brigade Combat Team, 1st Infantry Division (as of July 2021)

- +500 Tracked Vehicles +1500 Wheeled Vehicles + Equipment
- 80 Abrams tanks
- 15 Paladins
- 130 Bradleys

4 Logistics Rotation
from 11 Active Duty Reserve & National Guard Units

Also known as the Sustainment Task Force. Provides various logistical support to include supplies, maintenance, postal, fuel and feeding.

+ 200 Pieces of Equipment

Note

Quelques faits sur les avant-postes militaires américains à l'étranger

- Il existe environ 750 sites de bases militaires américaines à l'étranger, dans 80 pays étrangers et colonies.
- Les États-Unis ont presque trois fois plus de bases à l'étranger (750) que d'ambassades, de consulats et de missions américaines dans le monde (276).
- S'il y a environ deux fois moins d'installations qu'à la fin de la guerre froide, les bases américaines se sont étendues à deux fois plus de pays et de colonies (de 40 à 80) dans le même temps, avec de grandes concentrations d'installations au Moyen-Orient, en Asie de l'Est, dans certaines parties de l'Europe et en Afrique.
- Les États-Unis ont au moins trois fois plus de bases à l'étranger que tous les autres pays réunis.
- Les bases américaines à l'étranger coûtent aux contribuables un montant estimé à 55 milliards de dollars par an.
- La construction d'infrastructures militaires à l'étranger a coûté aux contribuables au moins 70 milliards de dollars depuis 2000, et pourrait dépasser largement les 100 milliards de dollars.
- Les bases à l'étranger ont aidé les États-Unis à lancer des guerres et d'autres opérations de combat dans au moins 25 pays depuis 2001.
- Des installations américaines se trouvent dans au moins 38 pays non démocratiques et colonies.

(Images : *Anti-Bellum*)

Qui a dit quoi

La Chine a déclaré que les États-Unis ont envoyé des armes à l'Ukraine, ce qui a accru les tensions, créé la panique et même évoqué la possibilité d'une guerre, a indiqué l'agence *Xinhua*. « La question clé ici est de savoir quel rôle ont joué les États-Unis, le coupable des tensions actuelles autour de l'Ukraine. Quelqu'un qui jette de l'huile sur le feu, tout en accusant les autres, c'est quelqu'un d'immoral et d'irresponsable », a déclaré la Chine.

Avant les événements du 24 février, la Chine a déclaré que les préoccupations légitimes de tout pays en matière de sécurité devaient être respectées et que les buts et principes de la Charte des Nations unies devaient être défendus conjointement. Ce qui s'est passé sur la question de l'Ukraine a beaucoup à voir avec le long retard dans la mise en oeuvre effective de l'accord de Minsk-2, a déclaré la Chine. La Chine continuera à engager toutes les parties sur la base des mérites de la question elle-même. Elle appelle une fois de plus toutes les parties à faire preuve de retenue, à apprécier l'importance de la mise en oeuvre du principe de sécurité indivisible, à désamorcer la situation et à résoudre les différends par le dialogue et la négociation.

À l'occasion de l'ouverture des Jeux olympiques d'hiver à Beijing, la Russie et la Chine ont signé les multiples accords suivants :

- accord sur la coopération en matière de lois anti-monopoles et de politique concurrentielle ;
- interopérabilité des systèmes de navigation par satellite ;

- contrats commerciaux relatifs aux livraisons de gaz naturel et de pétrole brut ;
- principes démocratiques : les tentatives de certains États d'imposer leurs propres « normes démocratiques » à d'autres pays, de monopoliser le droit d'évaluer le niveau de conformité aux critères démocratiques, de tracer des lignes de démarcation fondées sur des motifs idéologiques, notamment en établissant des blocs et des alliances de complaisance exclusifs, s'avèrent n'être rien d'autre que bafouer la démocratie et vont à l'encontre de l'esprit et des véritables valeurs de la démocratie ;
- s'opposent à la violation des valeurs démocratiques et à l'ingérence dans les affaires intérieures d'États souverains sous prétexte de protéger la démocratie et les droits humains, ainsi qu'à toute tentative d'inciter à la division et à la confrontation dans le monde ;
- les parties sont gravement préoccupées par les graves problèmes de sécurité internationale et estiment que le destin de toutes les nations est lié. Aucun État ne peut ni ne doit assurer sa propre sécurité indépendamment de la sécurité du reste du monde et au détriment de la sécurité des autres États. La communauté internationale doit s'engager activement dans la gouvernance mondiale pour assurer une sécurité universelle, globale, indivisible et durable ;
- les parties estiment que certains États, alliances et coalitions militaires et politiques cherchent à obtenir, directement ou indirectement, des avantages militaires unilatéraux au détriment de la sécurité des autres, notamment en recourant à des pratiques de concurrence déloyale, intensifient la rivalité géopolitique, alimentent l'antagonisme et la confrontation, et portent gravement atteinte à l'ordre de sécurité international et à la stabilité stratégique mondiale ;
- les parties s'opposent à un nouvel élargissement de l'OTAN et appellent l'Alliance atlantique nord à renoncer à ses approches idéologisées datant de la guerre froide, à respecter la souveraineté, la sécurité et les intérêts des autres pays, la diversité de leurs contextes civilisationnels, culturels et historiques, et d'adopter une attitude juste et objective à l'égard du développement pacifique des autres États ;
- les parties s'opposent à la formation de structures de blocs fermés et de camps opposés dans la région Asie-Pacifique et restent très vigilantes quant à l'impact négatif de la stratégie indo-pacifique des États-Unis sur la paix et la stabilité dans la région ;
- la Russie et la Chine ont déployé des efforts constants pour construire un système de sécurité équitable, ouvert et inclusif dans la région Asie-Pacifique (RAP) qui ne soit pas dirigé contre les pays tiers et qui favorise la paix, la stabilité et la prospérité

Le président de la France, Emmanuel Macron a déclaré dans un tweet que la France « condamne fermement la décision de la Russie de faire la guerre à l'Ukraine. La Russie doit mettre immédiatement fin à ses opérations militaires ». « La France est solidaire de l'Ukraine. Elle se tient aux côtés des Ukrainiens et agit avec ses partenaires et alliés pour que cesse la guerre », a déclaré Emmanuel Macron.

La ministre britannique des Affaires étrangères, Elizabeth Truss, a déclaré : « Nous avons mis en place notre régime de sanctions le plus dur contre la Russie. Rien n'est exclu. Cette première vague ciblera les personnes et les entreprises les plus proches du Kremlin. J'ai tenu une conférence téléphonique avec nos alliés du G7 pour convenir du prochain train de mesures. C'est le début d'un effort étroitement coordonné pour intensifier la pression. »

« Elizabeth Truss a réitéré l'engagement du Royaume-Uni en se tenant prêt à garantir jusqu'à 500 millions de dollars de prêts pour soutenir l'Ukraine et atténuer les effets économiques de l'agression russe, a indiqué la BBC. Le chef du parti travailliste, Keir Starmer, a demandé que le réseau de télévision contrôlé par l'État russe, *Russia Today*, voit ses opérations britanniques interrompues en réponse à l'avancée des troupes russes dans le sud-est de l'Ukraine lundi », ajoute la BBC.

Le chancelier allemand Olaf Scholz a déclaré jeudi soir que « nous n'accepterons pas cette violation de la souveraineté de l'Ukraine par la Russie » et a promis d'impliquer des sanctions sévères avec les alliés de l'Allemagne. Il a déclaré que Vladimir Poutine « est seul responsable ». « Lui seul, et pas le peuple russe, a décidé de cette guerre. Lui seul en porte la responsabilité. Cette guerre est la guerre de Poutine ».

Olaf Scholz a ajouté que « Poutine ne devrait pas sous-estimer la détermination de l'OTAN à défendre tous ses membres. Cela s'applique explicitement à nos partenaires de l'OTAN dans les États baltes, en Pologne et en Roumanie, en Bulgarie et en Slovaquie. Sans 'si' ni 'mais'. L'Allemagne et ses alliés savent comment se protéger. »

Le porte-parole du ministère iranien des Affaires étrangères, Saeed Khatibzadeh, a déclaré : « La République islamique d'Iran suit avec sensibilité l'évolution de la situation en Ukraine, malheureusement, les mesures provocatrices et les interventions des États-Unis ont conduit à une escalade drastique des tensions, et la poursuite des provocations de l'OTAN soutenues par les États-Unis a conduit à une situation dans laquelle la région eurasiennne est sur le point d'entrer dans une crise globale. »

Le président de Turquie, Recep Erdogan, a condamné la Russie pour son attaque contre l'Ukraine jeudi. Ankara considère Moscou et Kiev comme des amis et « éprouve un véritable regret » pour leur conflit militaire, a déclaré Recep Erdogan, cité par l'agence de presse Anadolu. Les opérations de la Russie « violent le droit international et constituent une menace pour la stabilité régionale », a-t-il ajouté.

Le président tchèque Milos Zeman aurait « critiqué les actions militaires de Moscou dans la région du Donbass et aurait demandé que la Russie soit coupée du système de paiement international SWIFT ».

Cuba a exprimé sa solidarité avec la Fédération de Russie confrontée à l'escalade des États-Unis et à l'expansion de l'OTAN vers ses frontières. Le premier secrétaire du parti et président de la République Miguel Diaz-Canel Bermudez a reçu mercredi Son Excellence Vyacheslav Volodin, président de la Douma d'État de l'Assemblée fédérale de la Fédération de Russie, en visite à Cuba.

Le Vietnam a déclaré qu'il suivait de près les récentes tensions et a appelé les parties concernées à faire preuve de retenue, à intensifier les efforts de dialogue et à promouvoir des mesures diplomatiques pour régler pacifiquement les conflits conformément à la Charte des Nations unies et aux principes fondamentaux du droit international, contribuant ainsi à garantir la paix, la sécurité et la stabilité dans la région et dans le monde entier.

Le représentant permanent de la Syrie auprès de l'ONU, l'ambassadeur Bassam Sabbagh, a déclaré que la Syrie a affirmé sa condamnation des pratiques, positions et campagnes hostiles de l'Occident qui visent la Russie et les tentatives de l'offenser, notant que certains pays occidentaux, en particulier les États-Unis, ont fabriqué la crise ukrainienne pour porter atteinte à la sécurité nationale de la Russie.

Le président de la Biélorussie, Alexandre Loukachenko, a déclaré : « Notre tâche consiste maintenant à protéger la frontière d'État de la Biélorussie avec les États membres de l'OTAN – la Pologne et la Lituanie. » L'agence télégraphique biélorusse a rapporté le 24 février que, selon lui, les dirigeants polonais peuvent utiliser la situation actuelle à leur avantage : « Ils vont capitaliser sur ce conflit pour augmenter la cote du PiS [le parti Droit et Justice au pouvoir en Pologne] et de

Duda qui a perdu la tête, car ce parti est très impopulaire maintenant. Ce conflit est très utile pour eux. »

« Selon les données à ce jour, plus de 30 000 soldats avec du matériel militaire, des armements et autres sont amassés en Pologne à la frontière avec la Biélorussie et dans les États baltes », a déclaré Loukachenko.

« Varsovie s'est adressée aux dirigeants du bloc de l'Atlantique Nord pour leur demander de déployer un système de soutien logistique et de maintenance à plusieurs niveaux dans cette région. En tant que personnes connaissant bien les affaires militaires, nous nous demandons immédiatement : pourquoi ? » a-t-il souligné.

Le président de la Biélorussie a également déclaré : « De 8 000 à 10 000 soldats américains sont déployés sur le territoire de la Pologne et des États baltes sur une base rotative. Qu'est-ce que les Américains ont à faire là-bas ? Pourquoi nous reprochent-ils, ainsi qu'à la Russie, que nous organisons des manoeuvres, des exercices, etc. alors qu'ils sont venus ici de très loin ? Que ferez-vous ici ? », a déclaré M. Loukachenko. « (D)es 'têtes brûlées' appellent déjà ouvertement à la guerre. Nous entendons ces déclarations », a-t-il ajouté.



Paris, 19 février 2022

Nous vous présentons ci-dessous les discours du président de la Fédération de Russie et du Président des États-Unis et la déclaration des dirigeants du G7.

[Déclaration du Président de la Fédération de Russie, le 24 février](#)

[Déclaration du président des États-Unis, le 24 février](#)

[Déclaration des dirigeants du G7, le 24 février](#)

www.pccml.ca • redaction@cpcml.ca